

VÉRIFIER AU MOMENT DE
L'ALLOCATION



STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.

86/46

Allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux
Affaires extérieures, à un
déjeuner de l'Association
de dirigeants d'entreprises
du Venezuela

CARACAS, VENEZUELA

Le 8 septembre 1986

C'est pour moi un plaisir tout particulier de commencer ma première visite du continent sud-américain dans la ville qui a vu naître Simon Bolivar, il y a de cela plus de deux cents ans. Le flambeau de la liberté et de la justice qu'avait allumé le "libérateur" brille encore de tous ses feux pour diriger ceux qui aujourd'hui luttent pour réaliser les idéaux qui lui étaient si chers. L'exemple démocratique donné par les gouvernements vénézuéliens qui se sont succédés au cours des trois dernières décennies a concrétisé ces idéaux, qui sont maintenant encore renforcés par le nombre croissant des républiques voisines de la vôtre, qui ont choisi la voie démocratique. Bolivar aurait de quoi être fier.

Faisant partie de la famille des nations de cet hémisphère, nous partageons la fierté que suscite l'essor de la démocratie et estimons que le renforcement de l'économie va de pair avec celui de la démocratie. Dans les secteurs des affaires, du gouvernement, des arts et autres, des Canadiens veulent oeuvrer plus étroitement au sein de la grande famille des Amériques. Personnellement, je compte sur les bons conseils et la coopération active de votre gouvernement. Le rôle prééminent que joue le Venezuela à l'OPEP, à Contadora et dans le groupe de Cartagena, entre autres, donne à votre gouvernement des perspectives et une perception uniques sur des questions qui nous concernent tous. J'espère également contribuer à donner un nouvel élan aux relations entre nos deux pays et élargir nos perspectives d'échanges dans plusieurs secteurs. C'est à cette fin que je suis accompagné d'hommes d'affaires et d'investisseurs canadiens.

Les ressources et la géographie sont peut-être les aspects les mieux connus du Canada. Et Dieu sait s'ils sont caractéristiques. En superficie, nous sommes le premier pays de cet hémisphère et le deuxième au monde. Nous avons des ressources naturelles abondantes: charbon, pétrole, céréales, aluminium et autres denrées de base dont les prix pourraient être plus élevés. En fait, nous sommes fiers à la fois de nos ressources et d'avoir réussi à bâtir une nation moderne sur un territoire vaste et quelquefois hostile. Mais nous avons bien plus que des mines et des kilomètres. Nous avons une économie moderne de plus en plus concurrentielle et une société nord-américaine qui se distingue de plus en plus par sa tolérance, sa diversité et sa confiance.

Le respect des différences individuelles est tout naturel dans un pays comme le nôtre, qui a deux langues officielles et une population provenant de tous les coins du

monde. Ce respect des différences nationales est d'autant plus naturel que la seule expérience que nous ayons du colonialisme est celle d'avoir été colonisé. Au niveau international, nous sommes actifs dans les secteurs du commerce et de l'aide et nous appuyons vigoureusement les institutions multilatérales. Notre économie est l'une des plus fortes des pays de l'OCDE. Notre productivité, qui est élevée, s'accroît. Étant donné les défis que présente notre géographie et le puissant voisin que nous avons, nous nous devons d'être innovateurs et nous sommes parmi les chefs de file mondiaux dans les secteurs des transports et des communications et autres technologies modernes.

Je suis ici pour mieux connaître le Venezuela, mais aussi pour parler du Canada. On ne peut pas nier la puissance des États-Unis et leur portée dans le monde. Mais on ne peut pas nier non plus la force et l'importance d'autres pays, d'autres économies et d'autres sociétés de cet hémisphère riche et divers. Nous sommes tous des pays du nouveau monde qui ont choisi des voies distinctes pour saisir les possibilités sociales, économiques et politiques que présentaient les Amériques. Nous devrions mieux nous connaître les uns les autres.

Le Canada et le Venezuela ont tous deux un vaste territoire et une population relativement peu nombreuse. Ces réalités ont nécessité tout d'abord une forte présence de nos gouvernements dans leurs projets commerciaux et industriels respectifs. Or, le gouvernement que je représente a reconnu les avantages et l'efficacité uniques du secteur privé et a maintenant commencé à se départir des sociétés qu'il gère; de son côté, le gouvernement du Venezuela envisage une approche semblable pour son développement industriel. Demain, nous visiterons Puerto Ordaz et le barrage Guri dans le nouveau centre industriel de votre pays. Des entreprises canadiennes ont été d'importants fournisseurs d'équipement et de technologie dans le cadre de ce grand projet hydroélectrique. Les hommes d'affaires canadiens ici présents s'intéressent aux occasions qui pourraient leur être offertes de participer à des projets de développement vénézuéliens.

Hier, les sociétés Laboratorios Vargas et Capsule Technology of Canada ont signé un accord de coparticipation qui permettra le transfert de technologie et d'équipement pour la production de capsules de gélatine dures au Venezuela. Par ailleurs, je viens juste de signer avec votre ministre des Affaires étrangères, M. Consalvi, un protocole d'entente culturelle grâce auquel seront renforcés et facilités les échanges de manifestations culturelles entre nos deux pays.

Toutefois, nos relations avec le Venezuela ne se limitent pas aux seules questions bilatérales. Comme je l'ai déjà mentionné, nos intérêts mutuels aux questions multilatérales reflètent la diversité de nos intérêts bilatéraux. Même s'il n'est pas membre du groupe de Contadora, notre pays appuie et encourage la poursuite de la paix en Amérique centrale. Le Venezuela, grâce au mécanisme pétrolier de San Jose, et le Canada, grâce à Caribcan, contribuent à promouvoir le développement économique de la région des Antilles. Nos deux pays recherchent activement des moyens d'aider le nouveau gouvernement de la Guyane à surmonter ses problèmes économiques.

À l'instar du Venezuela, le Canada est très dépendant de son commerce avec les États-Unis, auxquels sont destinés 78 % de nos exportations et d'où proviennent 72 % de nos importations. Au Canada, nous considérons l'accès à ce marché, qui est le plus vaste marché mondial, comme un avantage plutôt que comme un désavantage. En 1985, le Premier ministre a amorcé des négociations en vue d'un nouvel accord commercial avec les États-Unis. Ces négociations sont entreprises sans condition préalable de part et d'autre, dans un effort destiné à renouveler, à renforcer et à garantir l'accès au marché de notre plus important partenaire commercial. S'il est conclu, cet accord commercial suscitera la croissance ainsi qu'une productivité et une spécialisation accrues de notre économie. Le Canada deviendra un marché plus riche pour le commerce international des biens et des services ainsi qu'un fournisseur plus concurrentiel sur les marchés nord-américains et autres.

Cette initiative commerciale est un des éléments de notre recherche d'un commerce mondial plus libre. Nous participerons aussi activement à la rencontre ministérielle du GATT qui aura lieu la semaine prochaine à Punta del Este et nous chercherons à améliorer et à créer des liens commerciaux avec le Venezuela et d'autres partenaires.

L'économie mondiale change et a connu de terribles chocs depuis le début des années 70. Nous sommes toujours enfermés dans le dilemme consistant à tenter simultanément de contrôler l'inflation et d'éviter la récession. La dette et le déficit sont un problème grave dans le monde entier, mais critique pour de nombreux pays en développement. Le marché des denrées de base a connu d'énormes fluctuations. Nos deux pays ont été pris dans la ronde infernale des cours pétroliers. Dans ma province de l'Alberta, des milliers de gens ont perdu leur emploi dans le secteur pétrolier. Mais en dépit de ces incertitudes, nos pays n'ont pas laissé à

leur sort les pays moins fortunés. En plus d'élaborer le mécanisme de San Jose, le Venezuela a été le premier pays à répondre à la demande d'aide financière de la Bolivie. L'arrangement commercial original aux termes duquel le Venezuela échangera son pétrole contre de la bauxite de la Guyane aidera ce pays à surmonter ses problèmes économiques.

L'interdépendance économique mondiale est une réalité de plus en plus largement comprise et acceptée dans tous les pays. Il est généralement convenu que les politiques nationales doivent contribuer à la stabilité et à la croissance de l'économie mondiale et, partant, qu'il est nécessaire d'accroître la coopération internationale. Toutefois, le système économique international est soumis à des tensions extrêmes. L'objectif commun d'un système commercial plus ouvert et plus libre subit les pressions que présentent les mesures et menaces protectionnistes.

Je m'apprête à représenter le Canada aux pourparlers commerciaux clés qui se dérouleront la semaine prochaine à Punta Del Este et qui, je l'espère, lanceront une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales. Ces négociations sont d'une importance critique pour nous et, à notre avis, pour toutes les autres nations commerçantes. Dans nos deux pays, la poursuite de la croissance et du développement dépend très largement d'un système commercial international ouvert. À Punta Del Este, notre principal objectif sera de réduire les tensions auxquelles est soumis le système et qui, sinon, auront des conséquences désastreuses sur l'avenir collectif.

Dans le secteur du commerce agricole international, nous faisons face à une crise réelle. Les politiques originellement conçues pour protéger et encourager les agriculteurs des pays de la Communauté européenne et, dans une moindre mesure, les États-Unis et le Japon menacent aujourd'hui les agriculteurs du monde entier. Les agriculteurs canadiens et vénézuéliens font face à la poussée irrésistible des subventions européennes et américaines qui menacent de ruiner les trésors publics, d'altérer le commerce dans ce secteur et de détruire les économies agricoles de moindre envergure. D'ailleurs, les questions de commerce agricole international absorbent une partie considérable et croissante de mon emploi du temps et de celui du Premier ministre. Au sommet des nations industrialisées tenu à Tokyo en mai, la question agricole, qui a été soulevée par le Canada, a été longuement débattue. C'était la première fois, qui ne sera certainement pas la dernière, que le Sommet se penchait sur cette question. Bien que les leaders du Sommet aient reconnu le problème, ils poursuivent

et accroissent leurs pratiques de subventions. Tel est donc le milieu international dans lequel le Venezuela et le Canada cherchent à prospérer.

Individuellement, aucun de nos deux pays n'est assez puissant pour imposer nos solutions favorites, mais, de concert avec d'autres nations, nous devons oeuvrer à faire avancer nos intérêts vitaux. Nous devons convaincre les nations et blocs commerciaux plus importants que leurs propres intérêts vitaux seraient mieux servis dans un monde qui oeuvre collectivement. Le Canada voit dans les pourparlers du GATT à la fois un moyen de réduire les barrières commerciales et de promouvoir la libéralisation du commerce et une tribune clé pour la future coopération internationale. Nous craignons et nous combattons l'isolationisme, le protectionnisme et les systèmes de subvention abusifs. À Punta Del Este, nous prônerons non seulement la coopération et la consultation, mais même aussi, dans la mesure du possible et si nécessaire, la coordination des politiques qui ont été convenues par les sept au Sommet de Tokyo.

Dans leur forme moderne, le Venezuela et le Canada sont tous deux de nouveaux pays. Nous nous sommes développés très rapidement en nous servant des systèmes commerciaux internationaux pour canaliser la croissance économique. Ces dernières années, de lourds fardeaux de la dette ont entravé le développement économique de nombreux pays. Afin de pouvoir assurer le service de leur dette, ces pays ont réduit leurs importations pour dégager suffisamment de fonds en devises étrangères et assumer ainsi les paiements essentiels. Ces restrictions au niveau national ont nui au système commercial mondial en général et, à divers degrés, aux partenaires commerciaux individuels. Le Canada appuie vivement le consensus qui s'est dégagé en faveur de politiques d'ajustement axées sur la croissance. Nous croyons que le plan Baker reconnaît cet impératif et, même si beaucoup reste à faire pour concrétiser ce plan, je suis heureux de constater que la situation des nations débitrices est maintenant envisagée dans une perspective de croissance.

Le Canada a oeuvré avec acharnement et de façon suivie en faveur de politiques propices à la baisse des taux d'intérêt au niveau international. Cela a entraîné un douloureux ajustement aux niveaux de nos attentes économiques et de notre rendement dans la lutte contre l'inflation. Nous avons eu des succès remarquables, même si la victoire n'est jamais définitive. Nous avons aussi cherché à encourager nos partenaires commerciaux plus puissants, dont les politiques déterminent les taux d'intérêt internationaux, à adopter des politiques favorables à la baisse de

ces taux, notamment le renforcement de la coopération économique internationale. Au Sommet de Tokyo, l'engagement envers la coordination de la politique économique témoigne de progrès réels dans la pensée des principaux pays industrialisés. Le Canada profitera de cette évolution, mais le Venezuela aussi.

Ces acquis ne se limiteront pas à la sphère économique. Bolivar lui-même reconnaissait la nécessité d'examiner la condition humaine dans son ensemble pour arriver à une liberté réelle. On ne peut profiter de tous les avantages d'une démocratie dans un climat d'incertitude économique; de même, les pays et leurs citoyens ne peuvent réaliser leur plein potentiel sans progrès économique. C'est dans la privation économique que l'on peut retrouver l'origine de tous les fléaux de la faim, de l'analphabétisme et des souffrances sociales.

Toutefois, ces avantages ne peuvent être obtenus par les seuls gouvernements. Dans les sociétés démocratiques, c'est la volonté du peuple, manifestée par les médias et les groupes de pression influents, tels que ceux qui sont ici présents, qui donne leur orientation et leur substance aux politiques nationales. Au niveau gouvernemental, le Canada et le Venezuela ont créé un Comité consultatif mixte pour susciter des échanges d'idées et de préoccupations. Les rencontres du Comité ont été positives et stimulantes, mais c'est là que s'arrête l'action des gouvernements. Nos deux pays ont beaucoup à offrir l'un à l'autre, mais il faudra pour cela des échanges plus dynamiques et plus suivis entre les façonneurs d'opinion représentés ici aujourd'hui, avant de pouvoir trouver des possibilités et des avantages. C'est pourquoi je vous encourage à envisager dès maintenant les moyens de suivre et d'étendre les contacts d'affaires pris au cours de cette visite et de saisir les débouchés commerciaux qui sont et seront présentés. Nous avons tous à gagner de cette démarche.